

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Autochtones et environnementalistes : unis contre les sables bitumineux

Marie-Josée Béliveau

Number 18, Fall 2017

Autochtones et société québécoise. Combattre ensemble

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/86379ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Béliveau, M.-J. (2017). Autochtones et environnementalistes : unis contre les sables bitumineux. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (18), 129–137.

Autochtones et environnementalistes : unis contre les sables bitumineux

MARIE-JOSÉE BÉLIVEAU¹

*À la mémoire de Jacob Wawatie et de Jean Léger,
disparus tous deux en octobre 2016.
Chacun à leur façon, ils étaient des médiateurs
qui ont ouvert des chemins entre les cultures,
pour une plus grande justice écologique.*

L'heure des brasiers

L'automne 2016 marque l'éveil à la situation du peuple Sioux du Dakota du Nord à Standing Rock. Les tribus Lakota et Dakota de cette nation s'organisent contre le projet Dakota Access Pipeline (DALP) de l'entreprise du même nom. Depuis plusieurs mois déjà, ils dénoncent ce pipeline qui traverserait le lac Oahe, menaçant leurs sources d'eau potable, ainsi que nombre de leurs lieux sacrés. Ce pipeline de 1825 km prévoit transporter plus d'un demi-million de barils de pétrole brut vers l'Illinois en traversant quatre États. Malgré une loi fédérale, il n'y a jamais eu de consultation significative des Premières Nations. Après quelques semaines, le campement érigé sur les rives du lac Oahe abrite plusieurs centaines de personnes venues de différentes communautés autochtones d'Amérique du Nord, mais aussi de nombreux militants et militantes environnementaux.

Cette grande mobilisation, encore toute neuve, a marqué les esprits à la fois par le courage des « Protecteurs de l'eau » lors des affrontements aux forces de l'ordre, mais aussi par sa durée et son importance. Ce qui n'était pas la première et certainement pas la dernière action où convergent les peuples autochtones et les militants environnementaux, est devenu un emblème, un des maillons d'une grande mobilisation qu'on observe en Amérique du Nord (et même ailleurs dans le monde), là où des peuples autochtones ont entrepris de lutter face à des projets de développement dévastateurs qui affectent leurs territoires, leurs modes de vie ainsi que leur santé et leur sécurité, et là où des alliances se tissent chaque jour avec le milieu environnemental.

Dans ce texte, nous tentons de cerner des éléments ayant préfiguré cette alliance, puis, en nous basant sur l'exemple de la lutte contre l'expansion et l'exploitation des sables bitumineux au Canada, nous dégagons les rapprochements produits ces dernières années entre luttes autochtones et luttes environnementales dans le discours, les stratégies et les moyens de mobilisation.

1 Ethnogéographe et militante environnementale.

Du global au local

Avant 1970, les mouvements pour la protection de la nature et ceux de revendication des droits des peuples autochtones dans les Amériques se sont construits de manière totalement séparée. Or, à partir des années 1980 et jusqu'à aujourd'hui, on constate que des alliances stratégiques entre environnementalistes et Autochtones se sont formées contre des grands projets pétroliers, miniers, forestiers ou de barrages hydroélectriques, souvent conçus en plein cœur des territoires autochtones ou dans leurs environs immédiats.

Autochtones ou non, ceux qui luttent contre ces projets, sur les bases de la protection de la nature, de la défense des droits de la personne ou encore de la défense des droits autochtones, se découvrent alors des intérêts communs et s'organisent en réseaux, souvent transnationaux, de militants et de militantes. Au Québec, c'est par exemple le cas du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)² qui a développé des liens avec des communautés et favorisé les échanges tant au sud qu'au nord, pour la défense des droits de la personne et de l'environnement face à des projets extractivistes souvent promus par des entreprises canadiennes. Depuis le début des années 2000, le CDHAL a organisé, en partenariat avec d'autres organisations de la société civile, de grandes caravanes de droits de la personne ainsi qu'un *Tribunal permanent des peuples sur l'industrie minière canadienne*, où sont présents des représentants et des représentantes autochtones d'Amérique centrale, du Sud et du Nord et des environnementalistes.

Tandis que les acteurs de la société civile tissent des liens de solidarité au plan local et transnational, les grandes rencontres internationales sur les thèmes de la protection de l'environnement et de la biodiversité (notamment les Sommets de Rio en 1992 et 2012) sont l'occasion pour des représentants des Premières Nations de participer à des mobilisations qui frappent l'imaginaire et de faire entendre leurs voix sur les enjeux de protection de leurs territoires et de l'environnement. Malgré que ces rencontres soient loin de répondre aux attentes en matière de protection de l'environnement, ce sont des moments favorisant les alliances entre nations autochtones et entre celles-ci et les mouvements environnementaux.

C'est aussi lors de ces rencontres que le rôle central des peuples autochtones est reconnu pour la protection de l'environnement de la planète. En effet, la présence autochtone dans les instances internationales dépasse la simple dénonciation des violences locales pour revêtir un caractère beaucoup plus large. Ils montrent que loin de s'intéresser seulement à leur situation locale, ils réfléchissent d'une façon holistique sur les enjeux contemporains. Ils ont démontré qu'un projet minier sur le territoire d'une communauté peut être néfaste non seulement pour les habitants riverains, mais également pour toute la planète. Ils deviennent alors des alliés incontournables pour le mouvement environnemental. Toutefois, bien

2 <www.cdhal.org>.

que les droits des peuples autochtones et leur rôle vital dans la conservation de notre planète soient soulignés par différentes déclarations et instances³, sur le terrain et dans les faits, leurs droits continuent d'être bafoués. Plusieurs nations autochtones se tournent vers des stratégies juridiques, s'appuyant notamment sur les traités et le droit constitutionnel des États, afin de tenter de protéger leurs droits territoriaux et de revendiquer leurs droits à être consultés préalablement aux projets affectant leurs territoires et leurs modes de vie.

Tous ces éléments favorisent une réappropriation à la fois territoriale et identitaire des nations autochtones et contribuent à la naissance et à l'intensification d'un maillage entre les réseaux des mouvements autochtones et des mouvements environnementaux. Ces liens sont aussi favorisés par l'appropriation des réseaux sociaux par les uns et les autres, permettant d'échanger sur les aspects stratégiques et organisationnels. Ce qui n'exclut évidemment pas l'importance de rendez-vous telles les mobilisations locales face à des projets destructeurs, ou encore des rendez-vous internationaux de la société civile, tels les forums sociaux mondiaux (FSM).

Le mouvement contre l'expansion de l'exploitation des sables bitumineux

Dans le contexte canadien, ce mouvement s'est tout particulièrement matérialisé ces dernières années dans la lutte au mégaprojet d'exploitation des sables bitumineux, dont la mobilisation s'est accentuée pour devenir l'enjeu de l'heure des mouvements autochtones et environnementaux à travers tout le pays. En effet, ce mégaprojet d'exploitation des sables bitumineux de la Vallée d'Athabasca en Alberta (incluant les projets de transport et de raffinage du pétrole lourd qui en sont issus) constitue actuellement le projet le plus dévastateur au Canada, à la fois au niveau environnemental, mais aussi social. Dans plusieurs régions à travers le territoire de la Grande Tortue (Amérique du Nord), des groupes se sont organisés et continuent de le faire, contre ce mégaprojet. Cela s'est observé concrètement avec des mobilisations à la fois des Premières Nations chippeywans et Beaver Lake Cree affectées par le *ground zero* en Alberta (Fort Mc Murray) qui ont tissé des liens avec des mouvements tels que Greenpeace. Cela s'est manifesté aussi pratiquement tout le long des projets d'oléoducs – Ligne 9 d'Enbridge, Énergie Est, TransMountain, Northern Gateway – avec des mobilisations réunissant autochtones et allochtones.

3 Le principe 22 de la Déclaration de Rio de 1992 affirme : « Les populations et communautés autochtones et les autres collectivités locales ont un rôle vital à jouer dans la gestion de l'environnement et le développement du fait de leurs connaissances du milieu et de leurs pratiques traditionnelles. Les États devraient reconnaître leur identité, leur culture et leurs intérêts, leur accorder tout l'appui nécessaire et leur permettre de participer efficacement à la réalisation d'un développement durable », <www.un.org/french/events/rio92/aconf15126vol1f.htm>.

Les sables bitumineux sont extraits du sous-sol de la région d'Athabasca située au nord de l'Alberta. Mais, bien que ce projet soit le plus grand projet industriel de la planète, peu de Canadiennes et de Canadiens ont conscience du rythme rapide de la croissance de cette industrie et de ses répercussions sur l'environnement, l'économie et la société. En 2012, l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta produisait environ 1,9 million de barils de pétrole par jour. Avec les plans d'expansion de l'industrie et du gouvernement canadien, ce chiffre pourrait atteindre 5 millions de barils par jour d'ici la fin de 2030.

Or, la région d'exploitation – surnommée le *ground zero* des sables bitumineux – est avant tout le territoire traditionnel des peuples cri et déné chipewyan. Ceux-ci vivent de graves atteintes à leurs territoires, à leurs modes de vie traditionnels, à leurs activités économiques ainsi qu'à leur santé. À elle seule, la nation crie de Beaver Lake a documenté 20 000 violations des droits issus de traités liées à l'expansion des sables bitumineux. Globalement, ce sont 80 % des territoires traditionnels de la nation Athabasca Chipewyan et des Premières Nations cries qui sont inaccessibles pour de vastes périodes de l'année en raison du développement des sables bitumineux. Pire encore, une recherche est venue confirmer en 2014 les liens entre la pollution occasionnée par les activités liées aux sables bitumineux et la hausse fulgurante des taux de cancer à Fort Chipewyan. L'Étude de l'Université du Manitoba⁴ a révélé que les poissons et les animaux consommés dans le cadre d'un régime traditionnel contiennent des concentrations exceptionnellement élevées de contaminants émis lors de l'extraction du bitume. Les échantillons prélevés confirment des concentrations élevées d'hydrocarbures aromatiques polycycliques cancérigènes et des niveaux d'arsenic, de mercure, de cadmium et de sélénium suffisamment élevés pour être dangereux pour les jeunes enfants.

***Healing Walk* : la spiritualité comme outil de lutte**

C'est dans ce contexte de désolation, mais aussi de volonté d'unir et de fortifier le mouvement qu'est née la *Healing Walk* (marche de guérison) des sables bitumineux, débutée en 2010 à l'instigation de trois femmes : Jesse Cardinal, de *Keepers of the Athabasca*, Eriel Tchekwie Deranger, d'origine dénée, et Melina Laboucan-Massimo, une activiste environnementale crie Lubicon. L'évènement a réuni au cours des quatre années suivantes des centaines de personnes marchant côte à côte lors d'un rassemblement spirituel visant à protéger la culture, l'environnement et le climat contre l'expansion des sables bitumineux. Cette initiative visait à l'origine à unir les peuples du bassin versant de l'Athabasca dans la protection de l'eau et des bassins hydrographiques, et par extension, de la santé et du bien-être écologique, social et culturel. « Les

4 « Fort Chipewyan cancer study suggesting oilsands link to be released today », CBC News, 7 juillet 2014, <www.cbc.ca/news/canada/north/fort-chipewyan-cancer-study-suggesting-oilsands-link-to-be-released-today-1.2698430>.

protestations et les manifestations sont nécessaires, mais nous estimions que les gens avaient besoin de quelque chose de plus spirituel, quelque chose permettant de renforcer une connexion avec la terre » commente Jesse Cardinal des Keepers of the Athabasca. La dernière marche s'est déroulée en 2014 à travers l'impressionnante infrastructure de l'industrie des sables bitumineux et ses lacs de résidus d'eaux usées. Selon les organisatrices, il était temps de diriger l'attention vers d'autres communautés touchées par les sables bitumineux, car « afin d'arrêter la destruction, la guérison doit commencer partout ».

La *Healing Walk* a certainement aidé à la prise de conscience de la dévastation due à l'industrie des sables bitumineux, mais aussi à son aspect tentaculaire, car chaque projet de raffinage ou chaque projet de transport du pétrole par train, oléoduc ou bateau contribue à favoriser l'expansion du *ground zero*. Cette prise de conscience a certainement aidé à ce que partout sur le territoire de la Grande Tortue, des groupes environnementaux et autochtones accentuent leurs mobilisations et donc leurs alliances, à l'encontre de ce mégaprojet. Cet évènement est aussi représentatif de l'apport spirituel que les mouvements autochtones insufflent dans les mobilisations pour l'environnement.

Racisme environnemental et colonialisme

La lutte des peuples autochtones pour la protection de leurs territoires et des richesses naturelles ne date pas d'hier. À de nombreux endroits sur la planète, les peuples autochtones voient leur environnement et leur mode de vie affectés par les politiques coloniales et les projets de développement, quand ils ne voient pas tout simplement leurs territoires être militarisés. On assiste donc à la fois à une problématique de racisme environnemental et d'exacerbation du colonialisme.

Le mouvement environnemental doit considérer cette dimension de racisme environnemental dans sa relation avec les peuples autochtones et cesser de croire que c'est aux Premières Nations de les rejoindre dans la lutte. Si une alliance doit se produire, c'est plutôt aux groupes écologistes de rejoindre les peuples autochtones. Ceux-ci n'ont effectivement pas attendu les autres acteurs sociaux pour développer des stratégies de lutte, que ce soit face à des projets miniers, pétroliers, gaziers ou des barrages hydroélectriques. Les alliances les plus porteuses sont certainement celles qui se font dans le respect de l'autodétermination des peuples autochtones et le cadre anticolonialiste est une des voies à privilégier en ce sens.

Ces dernières années, plusieurs acteurs du mouvement militant environnemental et de droits de la personne ont entrepris de tisser des alliances sur ces prémisses. Au Québec, des initiatives comme l'Alliance Mamo (*ensemble en langue atikamekw*), née en 2014, visent à tisser un réseau entre allochtones et autochtones pour collaborer dans les mobilisations et les luttes à venir. Ce collectif qui regroupe plus d'une centaine d'écologistes et de membres des Premières Nations base son action sur une vision anticolonialiste.

Aussi, le mouvement environnemental doit comprendre que les alliances ne doivent pas correspondre à des tentatives d'ingérence dans les problématiques des peuples autochtones. Ceux-ci se trouvent en effet à un important croisement de leur route où, après des années de colonialisme sauvage, ils reprennent possession de leur identité et de leur pouvoir. En outre, ils ont leurs dynamiques propres, leurs agendas, leurs stratégies, mais aussi leurs conflits internes qui peuvent facilement déstabiliser les alliances avec des groupes extérieurs.

Le mouvement écologiste s'adapte

De leur côté, des mouvements écologistes ont intégré des adaptations à leurs discours et façons de faire afin de faciliter le tissage des liens avec les Premières nations. En effet, depuis quelques années, la majorité des rendez-vous des groupes écologistes débute par un discours témoignant de la reconnaissance du territoire autochtone. Que ce soit une manifestation, une réunion et même une conférence de presse, celle-ci débute généralement par un remerciement au peuple qui accueille l'événement sur son territoire ancestral. De plus, des représentantes et des représentants autochtones sont généralement invités à prendre la parole lors de ces événements, souvent afin d'assurer « l'ouverture » de l'événement, parfois avec un aspect cérémoniel et le brulage de la sauge. Même si ces adaptations semblent parfois bizarres pour certains acteurs de notre société⁵, elles se répandent de plus en plus. En outre, elles témoignent aussi de la reconnaissance que développent les mouvements environnementaux envers les droits territoriaux autochtones.

L'apport des mouvements autochtones

Quant à eux, les peuples autochtones insufflent leurs visions dans le mouvement environnemental en apportant des éléments de leurs cosmologies qui rejoignent les préoccupations environnementales des militants allochtones. Trois éléments sont à noter ici : leurs liens avec le territoire, leur vision holistique et leurs préoccupations des générations à venir. Chacun de ces éléments de la cosmologie autochtone favorise des jonctions permettant les alliances entre autochtones et environnementalistes.

Liens avec le territoire

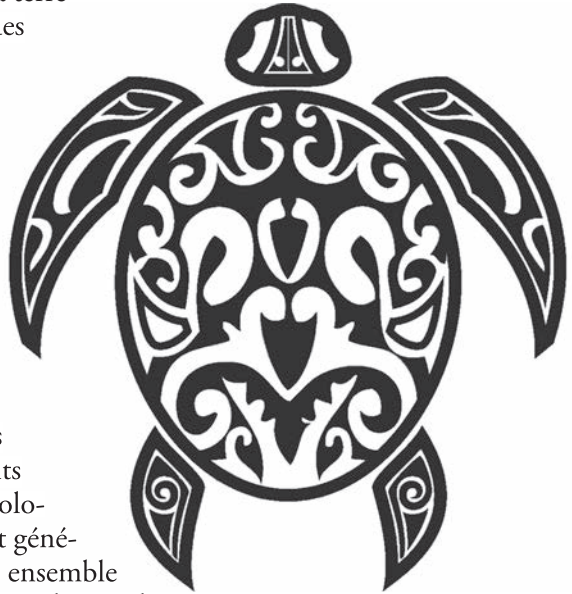
La première jonction favorisant les alliances entre environnementalistes et autochtones repose sur la vision que ces derniers ont du territoire. Bien qu'il existe des différences entre les nations autochtones ainsi qu'à l'intérieur de

5 L'historien et sociologue des sciences Yves Gingras s'indignait en ondes le 23 avril 2017 que la Marche pour la science du Jour de la Terre à Montréal ait été ouverte par une cérémonie traditionnelle autochtone, avec des danses et des chants mohawks traditionnels. « Si on veut sauver la terre demain, ce n'est pas par des danses ou des prières, ça va être par plus de recherche ». *Les années lumière*, Radio-Canada, 23 avril 2017.

celles-ci concernant leur lien et leur représentation de la nature, la majorité des peuples autochtones se considèrent protecteurs de leur territoire. Dans leur conception, la terre – nommée *Pachamama* dans les Andes, *Madre Tierra* en Amérique centrale et la Grande Tortue (*Turtle Island*) en Amérique du Nord – ne leur appartient pas et ne peut appartenir aux humains qui l’habitent. Plusieurs peuples autochtones d’Amérique latine considèrent inconcevable de vendre la terre, car elle est comme une mère et ne peut être vendue. Ce lien avec le territoire, avec la Terre Mère, rejoint les préoccupations des environnementalistes et favorise les alliances. Cela n’exclut pas toutefois les considérations territoriales et les revendications des nations autochtones sur ces territoires, mais ils se voient plutôt comme des « protecteurs » de la terre qu’ils habitent et non comme des propriétaires.

Vision holistique

Un autre aspect de la vision autochtone qui rejoint les préoccupations environnementales est leur vision holistique des relations selon laquelle tout est interrelié, les humains, la faune, la flore, la planète. On doit aborder les choses avec une vision plus large incluant tous les éléments de la nature. En effet, les cosmologies autochtones se représentent généralement l’univers comme un ensemble d’éléments interreliés et interdépendants – le



cercle de la création. L’humain étant un des éléments de cette structure, il n’est toutefois pas l’élément central. Cette vision plus globale et spirituelle des choses se reflète notamment dans un événement comme la *Healing Walk*, alors que la marche qui chemine au milieu du *ground zero* vise à prendre conscience de la catastrophe tout en constituant un événement de recueillement et de prière pour la Terre Mère.

Assurer le bien-être des sept prochaines générations

Enfin, les peuples autochtones se représentent souvent leurs actes selon un continuum temporel qui amènent une responsabilité collective à l’égard du bien-être des générations futures. Cette vision est en équation avec les préoccupations environnementales qui vont souvent faire référence à l’importance de prévoir un développement qui ne défavorisera pas les générations futures.

La « nouvelle menace »

L'alliance entre ces mouvements est justement ce que craignent le gouvernement et les entreprises pétrolières et gazières qui ont uni leurs forces dans la surveillance, les tentatives de décrédibilisation ainsi que de répression de ces deux mouvements. C'est ce que mentionnait un rapport produit en 2009 par Tom Flanagan, ancien conseiller de Stephen Harper, pour le compte de l'Institut canadien de la défense et des affaires étrangères. Dans un premier temps, ce gourou du néoconservatisme canadien voyait les alliances entre Autochtones et écologistes problématique, peu réaliste :

Les alliances entre les écologistes et les peuples autochtones sont une possibilité théorique. Et ils ont parfois émergé au Canada à court terme, comme c'est le cas de l'opposition face à l'exploitation forestière sur l'île Meares, en Colombie-Britannique, en 1984. Mais il y a des difficultés à maintenir à long terme ces alliances. Les écologistes sont pour la plupart des urbains, avec une vision idéale de la nature, alors que les Autochtones vivent à proximité de la nature dans des régions rurales éloignées où ils pratiquent la chasse, la pêche et le piégeage. Ils sont parfois opposés au développement en tant que tel, mais leur faible revenu les pousse à s'intéresser à obtenir une part dans les fruits du développement à travers les redevances, les emplois et les contrats de service. Cette divergence fondamentale d'intérêt fait que toute alliance à long terme entre les écologistes et les peuples autochtones est difficile à soutenir⁶.

Mais dans un deuxième temps, Flanagan soulevait le danger que représente une possible convergence :

Si au moins deux des cinq catégories de menaces potentielles – saboteurs, écoterroristes, environnementalistes traditionnels, nations autochtones ou métisses – s'unissent en un seul mouvement, elles pourraient représenter un sérieux obstacle, étant donné que les routes, pipelines et installations physiques sont répartis sur un vaste territoire peu habité [...] où la présence de la police est ténue. Toutefois, une telle convergence serait surprenante étant donné les profondes divergences d'intérêts et de mode de vie qui séparent les opposants potentiels au développement.

6 Tom Flanagan, *Resource Industry and Security Issues in Northern Alberta*, Calgary, Canadian Defense & Foreign Affairs Institute (CDFAI), juin 2009, <www.cdfai.org/previewmysite.com/PDF/Resource%20Industries%20and%20Security%20Issues%20in%20Northern%20Alberta.pdf>.

Une opportunité de convergence

Avec le recul, on peut considérer que la lutte à l'exploitation et aux projets de transport des sables bitumineux représente une opportunité précieuse de convergence pour les mouvements. En effet, cette lutte n'aurait certainement pas l'ampleur qu'on lui connaît si les Autochtones n'y avaient participé avec toute la force de mobilisation et d'action qu'on observe, comme on l'a vue avec la naissance du mouvement *Idle No More*, mais aussi avec des mobilisations telles que le Unist'ot'en Camp au nord de la Colombie-Britannique. Certes, les Premières Nations et les écologistes qui ont entrepris de marcher ensemble font face à plusieurs défis. Lorsque le feu s'est éteint à Standing Rock, plusieurs militants et militantes, autochtones et allochtones, ont quitté les lieux en apportant avec eux les braises qui couvaient dans le campement. On peut penser que les braises de la lutte contre les sables bitumineux au Canada ont alimenté le feu à Standing Rock. On peut aussi penser que des braises du feu de Standing Rock alimenteront les luttes futures aussi au Canada. Quoi qu'il en soit, le souffle qui donnera leur essor aux flammes proviendra de la force des alliances entre la lutte des Premières Nations et celle du mouvement environnemental.